

**Vingtième Conférence annuelle
des Hautes Parties contractantes au Protocole II
modifié annexé à la Convention sur l'interdiction
ou la limitation de l'emploi de certaines armes
classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs
ou comme frappant sans discrimination**

1^{er} février 2019
Français
Original : anglais

Genève, 20 novembre 2018
Point 14 de l'ordre du jour
Examen et adoption du document final

Document final

I. Introduction

1. L'article 13 du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié), annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, prévoit que les Hautes Parties contractantes au Protocole tiennent chaque année une conférence afin de se consulter et de coopérer entre elles pour toutes questions concernant le fonctionnement de cet instrument.
2. Un groupe d'experts s'est réuni le 11 juin et durant la matinée du 12 juin 2018, à Genève, pour préparer la vingtième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, comme la dix-neuvième Conférence annuelle l'avait décidé et inscrit au paragraphe 30 de son document final CCW/AP.II/CONF.19/4.
3. La dix-neuvième Conférence annuelle, tenue le 21 novembre 2017, avait décidé de recommander à la vingtième Conférence annuelle un ordre du jour provisoire, dont le texte est reproduit dans son document final (CCW/AP.II/CONF.19/4, annexe II). Elle avait également approuvé le montant estimatif des dépenses de la vingtième Conférence annuelle (CCW/AP.II/CONF.19/4).
4. Comme indiqué au paragraphe 31 de son document final, la dix-neuvième Conférence annuelle avait décidé que le Groupe d'experts effectuerait les tâches suivantes sous la responsabilité générale de la Coordinatrice, M^{me} Eszter Kroll (Hongrie) : passer en revue le fonctionnement et l'état du Protocole, et examiner les questions que soulevaient les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié, ainsi que l'état de l'évolution technique en matière de protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination ; et qu'il examinerait la question des dispositifs explosifs improvisés sous la responsabilité générale du Coordonnateur, le colonel Nicolas Coussière (France), secondé par un collaborateur. Les travaux du Groupe d'experts devaient être passés en revue à la vingtième Conférence annuelle.
5. Comme indiqué au paragraphe 25 de son document final, la dix-neuvième Conférence annuelle avait recommandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à la Présidente désignée de la vingtième Conférence annuelle d'exercer leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité du Protocole II modifié.



6. À leur Réunion de 2017, les Hautes Parties contractantes à la Convention étaient convenues, au paragraphe 40 e) du rapport final (CCW/MSP/2017/8), que leur vingtième Conférence annuelle se tiendrait le 20 novembre 2018 à Genève.

7. Comme indiqué au paragraphe 33 de son document final, la dix-neuvième Conférence annuelle avait également décidé de nommer M^{me} Alice Guitton, Ambassadrice de France, Présidente désignée de la vingtième Conférence annuelle.

II. Organisation de la vingtième Conférence annuelle

8. La vingtième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, le 20 novembre 2018.

9. Les Hautes Parties contractantes ci-après, qui avaient notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié, ont participé aux travaux de la Conférence : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Japon, Koweït, Lettonie, Lituanie, Maroc, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

10. Les Hautes Parties contractantes à la Convention dont le nom suit ont participé aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Arabie saoudite, Cuba, État de Palestine, Kazakhstan, Qatar, République démocratique populaire lao et Togo.

11. Les États signataires de la Convention ci-après ont également participé aux travaux de la Conférence : Égypte et Soudan.

12. Les délégations observatrices ci-après ont participé aux travaux de la Conférence : Mozambique, Myanmar et Singapour.

13. Les représentants de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et du Service de la lutte antimines de l'ONU ont également participé aux travaux de la Conférence.

14. Les représentants des organisations ci-après ont aussi pris part aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Union européenne, Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) et Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

15. Les représentants des organisations non gouvernementales et autres entités ci-après ont également pris part aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Campaign to stop Killer Robots, Center for International Security and Policy (CISP), Handicap International, Human Rights Watch, International Committee for Robot Arms Control (ICRAC), Mines Advisory Group (MAG), Pax Christi International, Pax Christi Irlande, Université de Turku (Finlande), Seguridad Humana en Latinoamérica (SEHLAC), Safe Ground, Slovenian Artificial Intelligence Society (SLAIS) et Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

III. Travaux de la vingtième Conférence annuelle

16. La vingtième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié a été ouverte le 20 novembre 2018 par M^{me} Adriana Mendoza Agudelo, Ambassadrice de Colombie, Présidente désignée de la dix-neuvième Conférence annuelle.

17. La Conférence a tenu deux séances plénières. À la première, le 20 novembre 2018, la Conférence a confirmé la désignation de M. Yann Hwang, Ambassadeur de France, comme Président de la vingtième Conférence annuelle. Elle a aussi confirmé les

désignations comme Vice-Présidents de M. Ji Haojun, Conseiller auprès de l'Ambassadeur de Chine, de M^{me} Oxana Domentî, Ambassadrice de la République de Moldova, et de M^{me} Samantha Jayasuriya, Vice-Représentante permanente de la République socialiste de Sri Lanka.

18. À la même séance plénière, la Conférence a adopté son ordre du jour (CCW/AP.II/CONF.20/1). En reconduisant son règlement intérieur publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.15/7 et le rectificatif correspondant (CCW/AP.II/CONF.15/7/Corr.1), la Conférence a décidé de suspendre l'application de l'article 2, conformément aux dispositions du paragraphe 24 du document final de la quinzième Conférence annuelle.

19. À sa 1^{re} séance plénière encore, la Conférence a confirmé la désignation de M^{me} Anja Kaspersen, Directrice du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, comme Secrétaire générale de la Conférence. M^{me} Melanie Gerber, spécialiste des questions politiques du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, a fait office de Secrétaire.

20. Ont participé à l'échange de vues général les délégations ci-après : Pakistan, Colombie, Union européenne, Monténégro, Irlande, Brésil, Turquie, Allemagne, Maroc, République de Corée, Chine, Espagne, Iraq, Australie, Pays-Bas, Israël, Fédération de Russie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Italie, Sri Lanka, Inde, Japon, Pologne, Croatie, Cuba, Chili, Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et Mines Advisory Group (MAG).

21. Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole, la Conférence était saisie des rapports nationaux annuels des Hautes Parties contractantes suivantes : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chine, Colombie, Croatie, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Mali, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie et Uruguay. Ces rapports contenaient des renseignements sur ce qui suit :

- a) La diffusion d'informations sur le Protocole aux forces armées et à la population civile ;
- b) Le déminage et les programmes de réadaptation ;
- c) Les mesures prises pour satisfaire aux exigences techniques du Protocole et toutes autres informations utiles y relatives ;
- d) Les textes législatifs ayant un rapport avec le Protocole ;
- e) Les mesures prises concernant l'échange international d'informations techniques, la coopération internationale en matière de déminage, ainsi que la coopération et l'assistance techniques ;
- f) D'autres points pertinents ; et
- g) Les renseignements fournis pour alimenter la base de données sur le déminage établie dans le cadre du système des Nations Unies.

On trouvera à l'annexe III du présent rapport un tableau récapitulatif des rapports nationaux annuels soumis pour la vingtième Conférence annuelle.

22. Pendant ses travaux, la Conférence a examiné les documents CCW/AP.II/CONF.20/1 à CCW/AP.II/CONF.20/5. Les documents de la Conférence peuvent être consultés dans toutes les langues officielles à partir du Système de diffusion électronique des documents de l'ONU (<http://www.documents.un.org>) et sur le site Web officiel du Protocole II modifié annexé à la Convention, qui fait partie de celui de l'Office des Nations Unies à Genève (<http://www.unog.ch/ccw>).

IV. Conclusions et recommandations

Universalisation

23. La vingtième Conférence annuelle a salué les efforts déployés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président de la vingtième Conférence annuelle, diverses organisations et le Programme de parrainage établi dans le cadre de la Convention en vue de promouvoir une plus large adhésion au Protocole II modifié.

24. À sa 2^e séance plénière, la Conférence a décidé de lancer un appel à tous les États qui n'étaient pas encore parties au Protocole II modifié, dans lequel elle les invitait instamment à prendre toutes les mesures voulues pour y adhérer au plus vite. Le texte de cet appel est reproduit à l'annexe I.

25. La Conférence a recommandé que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président désigné de la vingt et unième Conférence annuelle exercent, au nom des Hautes Parties contractantes, leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité du Protocole II modifié. À cet effet, la Conférence a demandé au Président désigné d'envisager de faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-quatorzième session, sur ce qu'elle aurait entrepris et obtenu. La Conférence a par ailleurs engagé les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU à promouvoir une plus large adhésion au Protocole II modifié.

Fonctionnement et état du Protocole

26. La Conférence a pris note de la présentation de M^{me} Eszter Kroll (Hongrie), Coordonnatrice pour l'examen du fonctionnement et de l'état du Protocole, des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié, ainsi que de l'état de l'évolution technique en matière de protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination.

27. La Conférence a décidé ce qui suit :

a) Le Groupe d'experts examinera le fonctionnement et l'état du Protocole et étudiera les questions que soulèvent les rapports nationaux annuels ;

b) Les Hautes Parties contractantes à la Convention poursuivront leurs contacts avec les Hautes Parties contractantes au Protocole II initial qui ne sont pas encore parties au Protocole II modifié pour les encourager à le devenir, et faciliter ainsi l'extinction du Protocole II initial. Toute mesure relative à l'extinction du Protocole II initial devra être prise avec l'accord des Hautes Parties contractantes audit protocole ;

c) Le Groupe d'experts analysera les mesures prises pour améliorer le taux de soumission de rapports et la cohérence de la méthode actuelle d'établissement de rapports dans le cadre du Protocole II modifié.

Dispositifs explosifs improvisés (DEI)

28. La Conférence a pris note du rapport, publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.20/2, qui avait été établi par les Coordonnateurs pour les dispositifs explosifs improvisés, le Colonel Nicolas Coussière et le Lieutenant-Colonel Pascal Levant (France), secondés par M^{me} Diana Esperanza Castillo Castro (Colombie).

29. La Conférence a décidé ce qui suit :

a) Les Hautes Parties contractantes demandent à l'Unité d'appui à l'application de la Convention de continuer de mettre à disposition sur le site Web de la Convention le recueil des lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de composants pouvant servir à la fabrication de DEI et, en concertation avec les Coordonnateurs et les Hautes Parties contractantes, d'alimenter et d'actualiser ce recueil à mesure que de nouvelles informations pertinentes sont publiées ; elles lui demandent, en outre, de moderniser le site Web de la

Convention et de donner au recueil un aspect plus convivial sur le site Web de la Convention ;

b) À l'effet d'établir des lignes directrices fondées sur les pratiques optimales, recommandations et enseignements existants concernant les méthodes de sensibilisation des civils au danger des DEI, le Groupe d'experts procédera à un échange d'informations volontaire concernant les méthodes, campagnes et pratiques en matière d'éducation aux risques ;

c) Le Groupe d'experts continuera, conformément aux buts et objectifs de la Convention, d'échanger des renseignements, à titre facultatif et eu égard aux politiques nationales en matière de protection de l'information sensible, concernant les mesures, méthodes d'établissement de rapports, pratiques optimales et enseignements nationaux relatifs aux questions suivantes :

- i) Caractéristiques générales des DEI, y compris des types nouveaux de DEI ;
- ii) Méthodes d'enlèvement humanitaire des DEI, peut-être avec un accent particulier sur les innovations et évolutions techniques des méthodes employées ;
- iii) Méthodes de protection des civils contre les DEI ;

d) Le Groupe d'experts débattrà, dans le cadre du Protocole II modifié, des moyens de ménager une mise en commun facultative et efficace de l'information et, par-là, de contribuer à la lutte contre l'utilisation illicite de DEI ;

e) En ce qui concerne le questionnaire sur la lutte contre les DEI, sur la base des réponses reçues, les Hautes Parties contractantes demandent à l'Unité d'appui à l'application, en concertation avec les Coordonnateurs et elles-mêmes, de :

- i) Continuer de mettre à leur disposition les réponses apportées au questionnaire ;
- ii) Continuer de tenir à jour une liste des coordonnateurs nationaux pour la coopération dans la lutte contre les DEI ;

f) Le Groupe d'experts se tiendra informé des faits nouveaux pertinents en ce qui concerne les activités menées par d'autres entités pour lutter contre la menace des DEI, afin de garantir la synergie des efforts déployés.

Échanges de vues ciblés sur les divers aspects pertinents de l'application du Protocole II modifié

30. La Conférence a pris note de la proposition du Président, présentée dans sa lettre en date du 25 septembre 2018, visant à renforcer l'efficacité du Protocole II modifié par des échanges ciblés sur divers aspects pertinents de sa mise en œuvre.

31. La Conférence a décidé que chaque futur Président désigné pourrait sélectionner un ou plusieurs articles du Protocole II modifié et que ces articles pourraient, après approbation des Hautes Parties contractantes, être examinés sous sa direction pendant la Conférence annuelle, sans préjuger d'une éventuelle discussion complète et équilibrée sur le Protocole II modifié et sur la Convention. La Conférence a également décidé que le ou les articles sélectionnés seraient examinés lors des futures Conférences annuelles au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Examen de l'état et du fonctionnement du Protocole ». Elle a encouragé les Hautes Parties contractantes à mettre en commun sur une base volontaire leur expérience, expliquer certaines mesures juridiques nationales ou présenter un ensemble de compétences et de connaissances relatives à la mise en œuvre des dispositions du Protocole II modifié.

Suivi

32. La Conférence a décidé que la réunion de 2019 du Groupe d'experts se déroulerait sur une journée et demie et que les dates en seraient fixées par la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention devant se tenir du 21 au 23 novembre 2018. La Conférence a approuvé le montant estimatif des dépenses pour ladite réunion du Groupe

d'experts, tel qu'il figure dans le document CCW/AP.II/CONF.20/3, modifié oralement et dont une version révisée doit être publiée sous la cote CCW/AP.II/CONF.20/3/Rev.1.

33. La Conférence a décidé que le Groupe d'experts effectuerait les tâches suivantes sous la responsabilité générale du Président désigné : passer en revue le fonctionnement et l'état du Protocole, et examiner les questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes en application du paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié ; et qu'il examinerait la question des dispositifs explosifs improvisés sous la responsabilité générale du lieutenant-colonel Pascal Levant (France), secondé par M^{me} Diana Esperanza Castillo Castro (Colombie). Les travaux du Groupe d'experts seront passés en revue à la vingt et unième Conférence annuelle.

34. La Conférence a décidé que le Président désigné de la vingt et unième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes examinerait en consultation avec les délégations la possibilité d'engager, sous réserve de l'accord des Hautes Parties contractantes, des discussions sur les bonnes pratiques relatives à la mise en œuvre du Protocole s'agissant des mines autres que les mines antipersonnel et, en particulier, de la protection des civils.

35. La Conférence a décidé que la vingt et unième Conférence annuelle se déroulerait en 2019, à la date fixée par la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention devant se tenir du 21 au 23 novembre 2018. La Conférence a décidé de recommander à la vingt et unième Conférence annuelle l'ordre du jour provisoire figurant à l'annexe II. Elle a également approuvé les montants estimatifs des dépenses de la vingt et unième Conférence annuelle, tels qu'ils figurent dans le document CCW/AP.II/CONF.20/4, modifié oralement, dont une version révisée doit être publiée sous la cote CCW/AP.II/CONF20/4/Rev.1).

36. La Conférence a décidé d'adopter la règle des 8-4-4¹ pour la soumission des documents de pré-session lors des prochaines Conférences annuelles des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et aux Protocoles y annexé.

37. La Conférence a décidé de nommer un représentant du Groupe des États d'Europe orientale Président désigné de la vingt et unième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes devant se tenir en 2019, et de nommer Vice-Présidents désignés les représentants de la Chine et des Pays-Bas et un représentant du Mouvement des pays non alignés.

38. À sa 2^e séance plénière, la vingtième Conférence annuelle a adopté son document final figurant dans le document CCW/AP.II/CONF.20/CRP.1, tel que modifié oralement. Le document final est publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.20/5.

¹ « Les documents soumis huit semaines au moins avant la Réunion seront publiés dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies quatre semaines avant la Réunion. »

Annexe I

Appel des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, réunies pour leur vingtième Conférence annuelle

(tel qu'adopté à la 2^e séance plénière, le 20 novembre 2018)

Nous, les Hautes Parties contractantes qui avons notifié au Dépositaire notre consentement à être liés par le Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques, réunis à Genève le 20 novembre 2018 pour notre vingtième Conférence annuelle,

Ayant à l'esprit la contribution importante qu'apporte le Protocole II modifié aux efforts internationaux visant à atténuer les souffrances causées par certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs, ou comme frappant sans discrimination,

Notant que le Protocole II modifié est le seul instrument juridique international qui couvre tous les types de mines, pièges et autres dispositifs,

Ayant fait le point du fonctionnement et de l'état du Protocole II modifié conformément à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 13,

Ayant examiné les rapports nationaux annuels présentés par les Hautes Parties contractantes qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié,

1. *Accueillons avec satisfaction le fait que 105 États ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié ;*
2. *Soulignons qu'il importe d'assurer l'acceptation la plus large possible du Protocole II modifié ;*
3. *Demandons instamment à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes les mesures voulues pour devenir au plus vite parties au Protocole II modifié.*

Annexe II

Ordre du jour provisoire de la vingt et unième Conférence annuelle

(tel que recommandé par la vingtième Conférence annuelle à sa 2^e séance plénière, le 20 novembre 2018)

1. Ouverture de la Conférence.
2. Confirmation de la désignation du Président de la Conférence et des autres membres du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Reconduction du Règlement intérieur.
5. Nomination du Secrétaire général de la Conférence.
6. Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence.
7. Échange de vues général.
8. Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole.
9. Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole modifié.
10. Dispositifs explosifs improvisés (DEI).
11. Rapports de tous organes subsidiaires.
12. Approbation des montants estimatifs des dépenses pour 2020.
13. Questions diverses.
14. Examen et adoption du document final.

Annexe III

Tableau récapitulatif des rapports nationaux annuels soumis pour la vingtième Conférence annuelle

Formules utilisées

| | |
|------------------|---|
| Formule A | Diffusion d'informations |
| Formule B | Déminage et programmes de réadaptation |
| Formule C | Exigences techniques et informations utiles y relatives |
| Formule D | Textes législatifs |
| Formule E | Échange international d'informations techniques, coopération au déminage, et coopération et assistance techniques |
| Formule F | Autres points pertinents |
| Formule G | Renseignements sur le déminage à fournir pour la base de données de l'ONU |

Notes

| | |
|----------------|--|
| Normale | Présentation normale |
| Résumée | Simple résumé complété (ou non) par la ou les formules indiquant les modifications intervenues depuis la présentation du rapport précédent |

| Haute Partie contractante | Date de soumission | Cadre de présentation utilisé | Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes | Formules utilisées | | | | | | | Langue | |
|---------------------------------|--------------------|-------------------------------|--|--------------------|---|---|---|---|---|---|--------|----------|
| | | | | A | B | C | D | E | F | G | | |
| Afghanistan | - | | | | | | | | | | | |
| Albanie | - | | | | | | | | | | | |
| Argentine | 31.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | - | - | - | - | Espagnol |
| Australie | 11.04.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Autriche | 01.05.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Bangladesh | - | | | | | | | | | | | |
| Bélarus | 30.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | ✓ | ✓ | Russe |
| Belgique | 30.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Anglais |
| Bolivie (État plurinational de) | - | | | | | | | | | | | |
| Bosnie-Herzégovine | - | | | | | | | | | | | |
| Brésil | 30.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Bulgarie | 30.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | - | - | - | - | Anglais |
| Burkina Faso | - | | | | | | | | | | | |
| Cabo Verde | - | | | | | | | | | | | |

| Haute Partie contractante | Date de soumission | Cadre de présentation utilisé | Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes | Formules utilisées | | | | | | | Langue |
|---------------------------|--------------------|-------------------------------|--|--------------------|---|---|---|---|---|---|----------|
| | | | | A | B | C | D | E | F | G | |
| Cambodge | 31.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Cameroun | - | | | | | | | | | | |
| Canada | 01.05.2018 | Normal | Oui | ✓ | - | - | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Chili | - | | | | | | | | | | |
| Chine | 31.03.2018 | Résumé | Oui | ✓ | - | ✓ | - | ✓ | ✓ | - | Chinois |
| Colombie | 31.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Espagnol |
| Costa Rica | - | | | | | | | | | | |
| Croatie | 16.04.2018 | Résumé | Oui | ✓ | ✓ | - | - | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Chypre | - | | | | | | | | | | |
| République tchèque | ✓ | | | | | | | | | | |
| Danemark | - | | | | | | | | | | |
| République dominicaine | - | | | | | | | | | | |
| Équateur | 19.04.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Espagnol |
| El Salvador | - | | | | | | | | | | |
| Estonie | 28.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | ✓ | ✓ | - | Anglais |
| Finlande | 31.03.2018 | Résumé | Oui | - | ✓ | - | - | - | - | - | Anglais |
| France | 31.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Français |
| Gabon | - | | | | | | | | | | |
| Géorgie | 03.04.2018 | Normal | Oui | - | ✓ | - | - | - | - | - | Anglais |
| Allemagne | 02.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | - | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Anglais |
| Grèce | 23.04.2018 | Normal | Oui | - | ✓ | - | - | ✓ | ✓ | ✓ | Anglais |
| Grenade | - | | | | | | | | | | |
| Guatemala | 28.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Espagnol |
| Guinée-Bissau | - | | | | | | | | | | |
| Saint-Siège | 01.02.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | - | - | - | Anglais |
| Honduras | - | | | | | | | | | | |
| Hongrie | - | Normal | Oui | - | ✓ | - | - | - | - | - | Anglais |
| Islande | - | | | | | | | | | | |
| Inde | 31.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | ✓ | - | - | Anglais |
| Iraq | 31.03.2018 | Résumé | Non | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Arabe |
| Irlande | 23.04.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Anglais |
| Israël | 04.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Anglais |

| <i>Haute Partie contractante</i> | <i>Date de soumission</i> | <i>Cadre de présentation utilisé</i> | <i>Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes</i> | <i>Formules utilisées</i> | | | | | | | <i>Langue</i> |
|----------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|---|---------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------------|
| | | | | <i>A</i> | <i>B</i> | <i>C</i> | <i>D</i> | <i>E</i> | <i>F</i> | <i>G</i> | |
| Italie | - | Résumé | Oui | ✓ | ✓ | - | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Jamaïque | - | | | | | | | | | | |
| Japon | 31.03.2018 | Résumé | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Anglais |
| Jordanie | - | | | | | | | | | | |
| Koweït | - | | | | | | | | | | |
| Lettonie | 29.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | - | - | - | Anglais |
| Liban | - | | | | | | | | | | |
| Libéria | - | | | | | | | | | | |
| Liechtenstein | 25.01.2018 | Normal | Oui | - | - | - | - | - | - | - | Anglais |
| Lituanie | 2018 | Normal | Oui | - | - | - | - | ✓ | ✓ | - | Anglais |
| Luxembourg | 15.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Français |
| Madagascar | - | | | | | | | | | | |
| Maldives | - | | | | | | | | | | |
| Mali | 24.05.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Français |
| Malte | - | | | | | | | | | | |
| Maurice | - | | | | | | | | | | |
| Monaco | - | | | | | | | | | | |
| Monténégro | - | | | | | | | | | | |
| Maroc | - | | | | | | | | | | |
| Nauru | - | | | | | | | | | | |
| Pays-Bas | 30.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Nouvelle-Zélande | - | | | | | | | | | | |
| Nicaragua | - | | | | | | | | | | |
| Niger | - | | | | | | | | | | |
| Norvège | 15.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | - | - | - | Anglais |
| Pakistan | 31.03.2018 | Résumé | Oui | - | ✓ | - | - | - | ✓ | - | Anglais |
| Panama | - | | | | | | | | | | |
| Paraguay | - | | | | | | | | | | |
| Pérou | 20.04.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Espagnol |
| Philippines | - | | | | | | | | | | |
| Pologne | - | | | | | | | | | | |
| Portugal | 20.04.2018 | Résumé | Oui | ✓ | - | - | ✓ | - | - | ✓ | Anglais |
| République de Corée | 30.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | - | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |

| Haute Partie contractante | Date de soumission | Cadre de présentation utilisé | Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes | Formules utilisées | | | | | | | Langue | |
|---|--------------------|-------------------------------|--|--------------------|---|---|---|---|---|---|--------|----------|
| | | | | A | B | C | D | E | F | G | | |
| République de Moldova | 31.03.2018 | Résumé | Oui | - | ✓ | - | - | - | - | - | - | Anglais |
| Roumanie | 31.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | - | - | - | - | Anglais |
| Fédération de Russie | 29.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | Russe |
| Sénégal | - | | | | | | | | | | | |
| Serbie | 30.03.2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | Anglais |
| Seychelles | - | | | | | | | | | | | |
| Sierra Leone | - | | | | | | | | | | | |
| Slovaquie | 03.2018 | Normal/ Résumé | Oui | - | - | - | - | ✓ | - | - | - | Anglais |
| Slovénie | 31.03.2018 | Normal | Oui | - | - | - | - | ✓ | - | - | - | Anglais |
| Afrique du Sud | - | | | | | | | | | | | |
| Espagne | 31.03.2018 | Normal/ Résumé | Oui | ✓ | - | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Espagnol |
| Sri Lanka | - | | | | | | | | | | | |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | - | | | | | | | | | | | |
| Suède | 09.03.2018 | Résumé | Oui | - | - | - | - | ✓ | - | - | - | Anglais |
| Suisse | 31.03.2018 | Résumé | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | Anglais |
| Tadjikistan | - | | | | | | | | | | | |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | - | | | | | | | | | | | |
| Tunisie | - | | | | | | | | | | | |
| Turquie | 29.03.2018 | Normal | Oui | - | ✓ | - | ✓ | ✓ | - | ✓ | - | Anglais |
| Turkménistan | - | | | | | | | | | | | |
| Ukraine | - | | | | | | | | | | | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 31.03.2018 | Résumé | Oui | ✓ | ✓ | - | - | ✓ | - | - | - | Anglais |
| États-Unis d'Amérique | - | Normal | Oui | ✓ | ✓ | - | - | ✓ | - | ✓ | - | Anglais |
| Uruguay | 2018 | Normal | Oui | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | - | ✓ | - | Espagnol |
| Venezuela (République bolivarienne du) | - | | | | | | | | | | | |
| Zambie | - | | | | | | | | | | | |

Annexe IV

Liste des États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié (au 15 novembre 2018)

| <i>Haute partie contractante</i> | <i>Date de la notification du consentement</i> |
|----------------------------------|--|
| Afghanistan | 9 août 2017 |
| Albanie | 28 août 2002 |
| Argentine | 21 octobre 1998 |
| Australie | 22 août 1997 |
| Autriche | 27 juillet 1998 |
| Bangladesh | 6 septembre 2000 |
| Bélarus | 2 mars 2004 |
| Belgique | 10 mars 1999 |
| Bolivie (État plurinational de) | 21 septembre 2001 |
| Bosnie-Herzégovine | 7 septembre 2000 |
| Brésil | 4 octobre 1999 |
| Bulgarie | 3 décembre 1998 |
| Burkina Faso | 26 novembre 2003 |
| Cabo Verde | 16 septembre 1997 |
| Cambodge | 25 mars 1997 |
| Cameroun | 7 décembre 2006 |
| Canada | 5 janvier 1998 |
| Chili | 15 octobre 2003 |
| Chine | 4 novembre 1998 |
| Colombie | 6 mars 2000 |
| Costa Rica | 17 décembre 1998 |
| Croatie | 25 avril 2002 |
| Chypre | 22 juillet 2003 |
| République tchèque | 10 août 1998 |
| Danemark | 30 avril 1997 |
| République dominicaine | 21 juin 2010 |
| Équateur | 14 août 2000 |
| El Salvador | 26 janvier 2000 |
| Estonie | 20 avril 2000 |

| <i>Haute partie contractante</i> | <i>Date de la notification du consentement</i> |
|----------------------------------|--|
| Finlande | 3 avril 1998 |
| France | 23 juillet 1998 |
| Gabon | 22 septembre 2010 |
| Géorgie | 8 juin 2009 |
| Allemagne | 2 mai 1997 |
| Grèce | 20 janvier 1999 |
| Grenade | 10 décembre 2014 |
| Guatemala | 29 octobre 2001 |
| Guinée-Bissau | 6 août 2008 |
| Saint-Siège | 22 juillet 1997 |
| Honduras | 30 octobre 2003 |
| Hongrie | 30 janvier 1998 |
| Islande | 22 août 2008 |
| Inde | 2 septembre 1999 |
| Iraq | 24 septembre 2014 |
| Irlande | 27 mars 1997 |
| Israël | 30 octobre 2000 |
| Italie | 13 janvier 1999 |
| Jamaïque | 25 septembre 2008 |
| Japon | 10 juin 1997 |
| Jordanie | 6 septembre 2000 |
| Koweït | 24 mai 2013 |
| Lettonie | 22 août 2002 |
| Liban | 5 avril 2017 |
| Libéria | 16 septembre 2005 |
| Liechtenstein | 19 novembre 1997 |
| Lituanie | 3 juin 1998 |
| Luxembourg | 5 août 1999 |
| Madagascar | 14 mars 2008 |
| Maldives | 7 septembre 2000 |
| Mali | 24 octobre 2001 |
| Malte | 24 septembre 2004 |
| Maurice | 2 novembre 2018 |
| Monaco | 12 août 1997 |

| <i>Haute partie contractante</i> | <i>Date de la notification du consentement</i> |
|---------------------------------------|--|
| Monténégro | 30 décembre 2011 |
| Maroc | 19 mars 2002 |
| Nauru | 12 novembre 2001 |
| Pays-Bas | 25 mars 1999 |
| Nouvelle-Zélande | 8 janvier 1998 |
| Nicaragua | 5 décembre 2000 |
| Niger | 18 septembre 2007 |
| Norvège | 20 avril 1998 |
| Pakistan | 9 mars 1999 |
| Panama | 3 novembre 1999 |
| Paraguay | 22 septembre 2004 |
| Pérou | 3 juillet 1997 |
| Philippines | 12 juin 1997 |
| Pologne | 14 octobre 2003 |
| Portugal | 31 mars 1999 |
| République de Corée | 9 mai 2001 |
| République de Moldova | 16 juillet 2001 |
| Roumanie | 25 août 2003 |
| Fédération de Russie | 2 mars 2005 |
| Sénégal | 29 novembre 1999 |
| Serbie | 14 février 2011 |
| Seychelles | 8 juin 2000 |
| Sierra Leone | 30 septembre 2004 |
| Slovaquie | 30 novembre 1999 |
| Slovénie | 3 décembre 2002 |
| Afrique du Sud | 26 juin 1998 |
| Espagne | 27 janvier 1998 |
| Sri Lanka | 24 septembre 2004 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 6 décembre 2010 |
| Suède | 16 juillet 1997 |
| Suisse | 24 mars 1998 |
| Tadjikistan | 12 octobre 1999 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 31 mai 2005 |
| Tunisie | 23 mars 2006 |

| <i>Haute partie contractante</i> | <i>Date de la notification du consentement</i> |
|---|--|
| Turquie | 2 mars 2005 |
| Turkménistan | 19 mars 2004 |
| Ukraine | 15 décembre 1999 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 11 février 1999 |
| États-Unis d'Amérique | 24 mai 1999 |
| Uruguay | 18 août 1998 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 19 avril 2005 |
| Zambie | 25 septembre 2013 |

Annexe V

Liste des documents

| <i>Cote</i> | <i>Titre</i> |
|---------------------------|---|
| CCW/AP.II/CONF.20/1 | Ordre du jour provisoire |
| CCW/AP.II/CONF.20/2 | Rapport sur les dispositifs explosifs improvisés (DEI) |
| CCW/AP.II/CONF.20/3 | Coûts estimatifs de la réunion de 2019 du Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié |
| CCW/AP.II/CONF.20/3/Rev.1 | Coûts estimatifs révisés de la réunion de 2019 du Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié |
| CCW/AP.II/CONF.20/4 | Coûts estimatifs de la vingt et unième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié |
| CCW/AP.II/CONF.20/4/Rev.1 | Coûts estimatifs révisés de la vingt et unième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié |
| CCW/AP.II/CONF.20/5 | Document final |
| CCW/AP.II/CONF.20/CRP.1 | Projet de document final |
| CCW/AP.II/CONF.20/INF.1 | Liste des participants |
| CCW/AP.II/CONF.20/MISC.1 | Liste provisoire des participants |
| CCW/AP.II/CONF.20/SR.2 | Compte rendu analytique de la 2 ^e séance |